

Marx, penseur actuel de la complexité du capitalisme

Le livre que vous avez eu entre les mains est une introduction qui se veut lisible par toutes et tous. Nous avons voulu, dans les textes qui suivent, indiquer la force des idées de Marx en lui rendant sa place de penseur essentiel de notre modernité, celle du capitalisme.

Notre but est de contribuer au renouveau de la lecture de Marx. Plus encore. Tout en faisant la démonstration que l'analyse concrète d'une situation concrète (Lénine) est tout autant nécessaire. Les concepts et la méthode de Marx sont essentiels mais ils ne suffisent pas. Les ânonner ne sert à rien. Il faut les mettre en relation avec le contexte pour qu'ils deviennent des outils de la critique.

Il nous faut commencer par quelques indications supplémentaires sur le monde dans lequel nous essayons de vivre.

Le capitalisme apparaît, depuis la chute du Mur de Berlin, comme un horizon indépassable, tuant de ce fait même toute imagination, restreignant le champ des possibles. La crise des idéologies dont on parle partout est une crise de représentation du monde, d'impossibilité de penser le futur, sinon comme la répétition du passé pour construire un présent aseptisé, « marchandisé », dans le sens où il ne peut être que la répétition en moins bien d'un passé considéré comme un âge d'or. La multiplication des commémorations indique la prégnance de ce passé décomposé et recomposé. Elles n'ont rien à voir avec le travail de mémoire. Pour utiliser le langage de la dialectique, elles en sont même l'exacte négation. Elles viennent indiquer que le futur est absent. Le « no future » va de pair avec une représentation du monde et de l'économie qui s'arrête au fonctionnement des marchés.

Les êtres humains ont besoin, c'est une autre grande leçon de Marx, d'avoir conscience de leur devenir pour se conjuguer au présent et pour appréhender le passé. Pour le dire autrement, le présent est le résultat contradictoire du passé et de futurs. Le pluriel est ici nécessaire car c'est le sens qu'il faut donner au concept d'« espoir ». Et le futur donne des clés pour comprendre le passé, comme ce passé est un facteur qui structure notre environnement. Les êtres humains sont libres avec des contraintes qu'ils n'ont pas librement déterminées.

Marx, dans le paysage politique, économique et social de la crise – et à chaque crise on retrouve ce même scénario –, fait figure de zombie. Un zombie dont la récupération est loin d'être exclue par ceux-là mêmes qui ont mis le plus d'empressement à l'enterrer. Parce qu'il propose, loin de tous les économistes libéraux qui ne savent que tracer l'apologie du système, des concepts qui permettent de comprendre l'évolution du mode de production. D'autant que ces concepts peuvent se trouver transformés en entrant dans le moule théorique de Ricardo. David Ricardo est le dernier des grands économistes. Il a construit un système global d'explication du monde, comme Hegel pour la philosophie. Ces concepts perdent, de ce fait, leur identité et leur enchaînement. Privé de la critique de la société, ils entrent dans un nouveau monde, loin des découvertes essentielles de Marx. Ils conservent, malgré tout, un pouvoir explicatif. Dans la crise, le monde attend un « nouveau Keynes »¹, lecteur de Marx qui saura lui faire dire les solutions pour que le capitalisme fonctionne mieux. François Perroux, une des références parmi les économistes français dans les années 1950 et qu'on ne lit plus aujourd'hui, avait démontré dans *La guerre froide* que le capitalisme ne fonctionnait jamais mieux qu'avec des contre-pouvoirs, qu'ils soient internes (syndicats ouvriers

¹ Lire – une lecture difficile – *Marx et Keynes* de Paul Mattick, réédition Tel/Gallimard, 2009, pour comprendre les différences en même temps que l'influence que Marx a exercé sur Keynes.

puissants) ou externes (existence de l'URSS à cette époque). Le capitalisme depuis la chute du Mur de Berlin suit sa pente en la descendant.

La prise de conscience de la réalité du capitalisme n'est pas une donnée. Il lui faut des conditions, et la crise en est une. Moment d'éclatement des contradictions, durant lequel le mouvement du capital se heurte à ses limites : c'est un moment fondamental.

Retour sur le libéralisme économique

Paradoxalement, les économistes néo-libéraux ont voulu se placer du côté de la production en considérant Keynes et les keynésiens comme des économistes de la demande. Ces « supply siders » se sont appuyés sur deux visions fausses. La première sur Keynes. Il ne se place pas du côté de la demande mais du circuit économique dans son ensemble en déterminant les conditions nécessaires au « bouclage macro-économique », pour employer les termes habituels. Les supply siders, quant à eux, valorisent l'entreprise pour apprécier les contraintes qui pèsent sur sa capacité à faire du profit. Au lieu de considérer le système et ses lois de fonctionnement, ils considèrent le capitaliste individuel, la firme. Ces économistes ne peuvent que réaliser l'hagiographie du système capitaliste, considéré comme le meilleur système, le meilleur des mondes. La critique a disparu de leur horizon, l'analyse concrète d'une situation concrète. La pensée atteint son niveau zéro.

Le libéralisme, nous le voyons aujourd'hui, a fait prendre des vessies pour des lanternes. Sous prétexte d'individualisme, il a déstructuré toutes les solidarités collectives, en faisant reculer le droit du travail, et en se gargarisant de la liberté contractuelle.

Le texte qui suit est une réflexion, à partir des *Grundrisse*, ces manuscrits écrits en 1857-58, sur la méthode à mettre en œuvre pour commencer à comprendre les modalités de fonctionnement du capitalisme. Au-delà, un plaidoyer pour le matérialisme historique.

Scientifique donc critique donc dérangeant

Marx – comme Adam Smith avant lui – est un philosophe avant d'être un économiste. La différenciation commence à se mettre en place à son époque via le positivisme d'Auguste Comte. Il commencera à différencier les sciences sociales en construisant des spécialisations. Ces spécialisations seront validées par l'institution « Université », ouvrant ainsi des concurrences entre les différents chercheurs en sciences sociales, à commencer par les sociologues et les économistes. Elles ne sont guère de mise lorsqu'il s'agit de comprendre le monde. Le besoin se fait sentir d'une complémentarité, d'une transversalité pour employer un terme à la mode. La politique permet de faire se rencontrer toutes ces sciences sociales. Le fait politique est un fait social, économique, culturel...

Le libéralisme économique racornit la vision du monde à la seule mécanique des marchés et se traduit par le refus de « faire » de l'économie, au sens d'un raisonnement qui se veut explicatif des modalités de création des richesses. Ce refus en a entraîné un autre, plus grave, l'autonomisation des sociologues croyant détenir tous les fils des causalités. Une erreur que Bourdieu a théorisée dans tous ses écrits, tout comme Alain Caillé, et à leur suite de nombreux sociologues.

Pour les sociologues, l'offre et la demande n'existent que si l'État édicte des règles, des régulations, la relation offre/demande supposant elle aussi d'être constituée par l'intervention de l'État. Ainsi, le marché sans l'État n'est ni théoriquement ni pratiquement concevable. Le marché « libre », la concurrence « libre et non faussée » sont de pauvres inventions sorties de la faible imagination des tenants du libéralisme. Il faut en conclure que le libéralisme n'est qu'une utopie conservatrice, réactionnaire. Ces analyses sociologiques ont le mérite insigne

de souligner cette réalité de la nécessité de l'État, de son intervention pour faire exister le marché mais elles ne vont pas jusqu'à intégrer la négation de la négation, l'existence de cette abstraction, la Valeur de la marchandise, faute de se pencher sur les mécanismes de l'accumulation du capital.

Marx apparaît encore aujourd'hui comme un penseur dérangeant, parce qu'il a toujours articulé théorie critique – donc scientifique – et volonté de changer l'ordre capitaliste des choses, pour construire la fin de la préhistoire qu'il voyait dans le dépassement du mode de production capitaliste. Dans le mode de production capitaliste, et c'est en quoi il appartient à la préhistoire, « les hommes font leur propre histoire dans des conditions qu'ils n'ont pas librement déterminées », façon à la fois de déterminer le poids des contraintes, du passé, des lois de fonctionnement du mode de production capitaliste, et d'établir la place de la liberté. Le déterminisme social existe, mais il est possible de refuser d'accepter la société telle qu'elle est. Méthode à la fois matérialiste et dialectique. Le dépérissement du travail contraint, par la suppression des classes, permettra à chaque individu de comprendre et diriger la société, associé aux autres producteurs, et de pouvoir laisser libre cours à sa création, à sa forme d'intelligence.

« Mais, en fait, une fois que la forme bourgeoise bornée a disparu, qu'est-ce que la richesse, sinon l'universalité des besoins, des capacités, des jouissances, des forces productives des individus, universalité engendrée dans l'échange universel ? Sinon le plein développement de la domination humaine sur les forces de la nature, tant sur celles de ce qu'on appelle la nature que sur celles de sa propre nature ? Sinon l'élaboration absolue de ses aptitudes créatrices, sans autre pré-supposé que le développement historique antérieur qui fait une fin en soi de cette totalité du développement, du développement de toutes les forces humaines en tant que telles sans qu'elles soient mesurées à une échelle préalablement fixée ? Sinon un état de choses où l'homme ne se reproduit pas suivant un déterminisme particulier, mais où il produit sa totalité, où il ne cherche pas à rester quelque chose ayant son devenir derrière soi, mais où il est pris dans le mouvement absolu du devenir ? » (*Grundrisse*, tome 1, Éditions sociales, pp 424-425)².

Vaste programme, qui « sonne » moderne en ces temps où l'individualisme est de mise. Pour développer réellement les capacités des individus, il faut la maîtrise collective de la société, il faut une société transparente, dont les rapports de production ne s'incarnent plus dans des choses, dans des marchandises.

Cette critique de « l'économie politique », vue comme la critique du mode de production capitaliste, est son impératif catégorique, celui que l'on retrouve dans tous ses ouvrages, dans toute sa vie. Attitude critique qui lui permet de saisir la nature de la marchandise, de l'argent, pour mettre à nu les lois de fonctionnement du mode de production capitaliste, et le refus de tout dogmatisme. Distinguer « le militant et le savant », comme voudrait le faire Jean-Pierre Durand³, empêche de rendre compte du contenu scientifique de l'œuvre de Marx, précisément parce que la nécessité de la critique explique ses résultats les plus importants. Si le mode de production capitaliste est posé comme éternel, il est impossible de le comprendre dans ses lois de fonctionnement. Faire fi de la dimension critique, c'est non seulement se

² Cette longue citation pour indiquer l'ouverture du champ des possibles dans ces manuscrits. Marx refuse d'une part de borner son analyse, son imagination, aux lois de fonctionnement du mode de production capitaliste, qui est à son époque largement dans les limbes, et envisage un autre mode de production dont « la richesse n'apparaît pas comme le but de la production » comme c'était le cas chez les Anciens chez qui on ne trouve jamais « la moindre étude cherchant à savoir quelle forme de propriété foncière est la plus productive, crée la plus grande richesse ». Plus tard, il refusera de « faire bouillir les marmites du futur » et ne définira jamais la société socialiste, sinon par le plein épanouissement des individus..

³ « Marx a été à la fois un militant et un savant. Est-il possible de dissocier les écrits de l'un et de l'autre ? C'est ce que tente ce livre à partir du cœur scientifique de l'œuvre de Marx, en montrant à chaque fois que cela est possible, ses dérives téléologiques, là où il semble attribuer quelque finalité à l'histoire des hommes. » (*La sociologie de Marx*, page 6. C'est une démarche qui ne peut pas aboutir, « le cœur scientifique », tel que Marx l'a vu, étant justement de poser l'historicité du mode de production capitaliste.

priver de la compréhension des lois du mode de production capitaliste, c'est aussi nier Marx lui-même. Dans *La confession de Karl Marx*⁴, Riazanov fait état d'un document qui lui fut confié par Laura. À la question : « Votre idée du bonheur ? », il répond : « La lutte », et l'idée du malheur est dans la soumission, alors que le trait caractéristique qu'il se reconnaît est « L'unité du but ». Une manière de référence à Hegel qu'il défend contre tous les philistins de son temps qui traite cet éminent penseur de « chien crevé ». Non seulement défense mais aussi utilisation de sa méthode dialectique. Marx ne vient pas de rien. Il se construit comme il construit sa théorie à partir des penseurs de son temps, les philosophes comme les économistes. Ou même les poètes. C'est un grand lecteur de Heine.

Les concepts, les catégories essentielles sont l'objet d'un long travail, d'un long cheminement. C'est seulement dans le Livre I du Capital qu'il arrive à la catégorie de la Valeur de la marchandise, dont la forme phénoménale est la Valeur d'échange, qui se métamorphose en prix de production par la circulation et de la répartition de la plus value entre les capitalistes, et apparaît sous la forme concrète de prix de marché. C'est un effort d'abstraction, et de différenciation des niveaux d'abstraction, pour aboutir au « concret pensé ».

« C'est pourquoi le concret apparaît dans la pensée comme le procès de la synthèse, comme résultat, et non comme point de départ, encore qu'il soit le véritable point de départ, et par suite aussi le point de départ de l'intuition et de la représentation. (...) La méthode de s'élever de l'abstrait au concret n'est pour la pensée que la manière de s'appropriier le concret, de le reproduire en tant que concret pensé. » (Karl Marx, *Introduction générale à la contribution*, page 255, opus cité.)

Ce travail d'élaboration théorique ne se termine pas avec le Livre I. Engels⁵ le poursuivra en publiant les Livres II et III du Capital, provenant d'écrits de Marx précédant le Livre I, ce qui montre bien l'effort d'abstraction nécessaire pour arriver à la section I du Capital sur la marchandise, tandis que Kautsky poursuivant le travail entrepris sera le maître d'œuvre des Théories sur la plus-value qui devaient constituer le Livre IV. Pour comprendre et se servir des catégories de Marx, les marxistes ont poursuivi le travail théorique. Les épigones ont, en général, échoué à saisir la nécessité de la critique pour arriver à la théorie scientifique de Marx. La XI^e thèse sur Feuerbach, rédigée en 1845-46, donne l'étendue du programme.

« Les philosophes n'ont fait qu'interpréter le monde de différentes manières, ce qui importe c'est de le transformer. »⁶

Dialectiquement pour comprendre le monde, il faut la volonté de le transformer, sinon la compréhension reste partielle, comme pour les philosophes – Hegel ou Feuerbach – ou les économistes – Adam Smith et Ricardo – qui ont précédé. Il est nécessaire de s'appropriier ces compréhensions partielles des mécanismes du mode de production capitaliste pour les dépasser, et les intégrer dans la méthode d'analyse qui les transcende. Marx n'est pas économiste – mais il se sert de leurs théories – ni philosophe – mais il s'approprie la méthode dialectique de Hegel –, et encore moins sociologue au sens d'Auguste Comte qui inventera le terme, sauf à définir la sociologie, comme le fait Naville dans *De l'aliénation à la jouissance*⁷,

⁴ Éditions Spartacus, juin 1969.

⁵ Certains commentateurs de l'œuvre de Marx font preuve d'un ostracisme déplacé à l'égard d'Engels, comme s'il n'avait été qu'un simple vulgarisateur. La correspondance montre qu'il n'en est rien.

⁶ Souligné par Marx, in *L'idéologie allemande*, Éditions sociales, page 34. Ces thèses avaient été publiées par Engels en 1888 dans *Ludwig Feuerbach et la fin de la philosophie classique allemande*, Éditions sociales, collection Classiques du marxisme, 1966.

⁷ Rappelons que Naville fut, avec Georges Friedmann, autre grand lecteur de Marx, le fondateur de la sociologie du travail. Ce livre, publié pour la première fois en 1954, est une lecture de Marx, de son analyse du travail dans le mode de production capitaliste, en rappelant que, à partir de 1863, « tout le système se déploie à partir de la forme spécifique du travail dans la société contemporaine, à savoir la forme de production et d'appropriation du surtravail, de la plus-value, propre à cette

comme science de la société capitaliste, tendant à dépérir au fur et à mesure que le système de la marchandise disparaît. Vision d'une discipline liée seulement à l'analyse du travail aliéné, contraint existant dans le mode de production capitaliste.

Cette contradiction est une façon d'illustrer les limites du mode de production, limites qui provoquent des crises et, paradoxalement, grâce à ces crises le capitalisme peut s'affranchir des limites passées. C'est la raison pour laquelle il faut avoir deux visions contradictoires de la crise capitaliste, la faillite des modalités du passé ouvrant la porte à des possibles non capitalistes, des alternatives et l'ouverture d'une période de mutations qui définira de nouvelles modalités de l'accumulation du capital.

La catégorie clé, la Valeur subira de nombreux contresens du fait d'une traduction française du Capital qui prête à confusion.

« Si donc, au début de ce chapitre, pour suivre la manière de parler ordinaire, nous avons dit : la marchandise est valeur d'usage et valeur d'échange, pris à la lettre c'était faux. La marchandise est valeur d'usage ou objet d'utilité et valeur. Elle se présente pour ce qu'elle est, chose double, dès que sa valeur possède une forme phénoménale propre, distincte de sa forme naturelle, celle de valeur d'échange ; et elle ne possède jamais cette forme, si on la considère isolément. Dès que l'on sait cela, la vieille locution n'a plus de malice et sert d'abréviation. »⁸

Celle de plus-value n'est pas encore totalement trouvée. Elle suppose la définition de l'Argent.

Pourtant, il explicite sa démarche, sa méthode que l'on pourrait qualifier de matérialisme historique fécondé par la méthode dialectique de Hegel. La dialectique appliquée à la dialectique de Hegel en quelque sorte.

« Par exemple, écrit-il à Engels le 15 janvier 1858, j'ai flanqué en l'air toute la théorie du profit telle qu'elle existait jusqu'à présent. (...) Si jamais j'ai un jour de nouveau du temps pour ce genre de travaux, j'aurais grande envie de rendre en deux ou trois placards d'imprimerie, accessible aux hommes de sens commun, le fond rationnel de la méthode que Hegel a découverte mais en même temps mystifiée. » (Correspondance, tome V, Éditions Sociales, page 116)

Ce travail d'abstraction se met en mouvement dans les Grundrisse. Il permet d'appréhender la succession nécessaire des catégories.

« Certains moments de la catégorie de la valeur se forment à des étapes antérieures du processus historique de la production sociale et apparaissent comme le résultat de ce processus. C'est pourquoi au sein du système de la société bourgeoise, le capital succède immédiatement à la valeur. » (*Œuvres II*, La Pléiade, page 1640)

Nous avons déjà rappelé que Marx changera cette succession, en commençant par la marchandise, liée à la naissance de la catégorie de la valeur qui remplacera la valeur d'échange, forme phénoménale de cette valeur, alors que la valeur d'usage s'oppose à la valeur. Ainsi la succession, la dérivation des catégories, Rosdolsky y insiste, deviendra Marchandise – Valeur – Argent – Capital. Dans ces abstractions réelles, il faut rajouter l'État. Cette « dérivation » est fondamentale pour comprendre les lois de fonctionnement de l'accumulation capitaliste, et de la production de plus-value.

société » (page 373), pour jeter les fondations de la sociologie du travail. Il rappelle l'apport de Hegel, du moins dans la méthode d'exposition des problèmes.

⁸ Cette explication de l'évolution d'une des catégories clés de Marx ne se trouve pas dans l'édition française du Livre I du Capital. On la trouve chez Rosdolsky, opus cité, page 159, note 9.

Capitalisme et progrès au XXI^e siècle

Le « courtermisme » qui est la marque de fabrique de notre monde, un monde où les marchés financiers imposent leurs critères, entre totalement en contradiction avec la possibilité même de se projeter dans l'avenir. Les conséquences se font même sentir sur le terrain de l'investissement productif. Les capitalistes n'investissent plus. Même chez les économistes défenseurs du capitalisme, des voix de plus en plus nombreuses se font entendre pour dénoncer le racket de la finance et revenir à un capitalisme industriel. Le livre III du *Capital* fourmille d'annotations sur le capitalisme financier, sangsue du capitalisme industriel, et dénonce la spéculation financière qui ne crée aucune richesse nouvelle. Le capital en général (Livre I) apparaît sous la forme de capitalistes individuels aux intérêts différents suivant leur place dans le processus d'ensemble du capital.

Les affrontements, les tensions, les luttes – des classes en particulier – disparaissent dans un passé « ouaté », reconstruit à coup de consensus. La communication remplace l'information et toutes les « nouvelles » sont mises sur le même plan. La presse accorde autant d'importance à un fait divers monté en épingle qu'à une décision politique pouvant changer notre environnement. Le concept de progrès tend à disparaître, faute de définition. La peur et l'émotion remplacent l'analyse, avec pour résultat de faire apparaître la société capitaliste comme la seule possible.

Le concept de progrès, lié à celui de révolution, de transformation globale est remplacé par une idéologie du progrès qui consiste à valoriser n'importe quelle innovation, simplement parce qu'elle est innovation, sans s'interroger sur sa nécessité ou sur sa nocivité. La croyance dans le progrès s'inscrit dans le mot de « modernité », mis à toutes les sauces sans déterminer le sens du terme employé.

Toute nouveauté est valorisée. Ainsi, la multiplication des produits financiers avant le déclenchement de la crise financière en août 2007 a été présentée comme un facteur de réduction du risque. Peu d'économistes se sont interrogés sur cette croissance exponentielle des marchés financiers dans un environnement de faible croissance. La création de richesses pouvait-elle permettre de justifier toute cette spéculation ? La réponse était négative, même si personne ne pouvait prévoir le moment où éclaterait cette contradiction. Dans cette même logique, avant l'éclatement de la bulle Internet en mars 2000, la croyance dans le progrès avait conduit les investisseurs en capital-risque à financer les pertes enregistrées dans ce secteur parce que c'était un secteur d'avenir qui devait, à un moment ou à un autre, générer d'énormes bénéfices. La chute des cours des actions de ces entreprises a fait éclater la baudruche de cette idéologie.

Ce gaspillage des ressources est à l'origine d'un rejet de l'économie. Les sociologues ont conçu la notion de décroissance pour dénoncer cette idéologie du progrès et de bonheur passant par l'accumulation des biens matériels. La philosophie utilitariste anglaise est sur le banc des accusés. Mais il ne faudrait pas remplacer un dogme par un autre.

Ces idéologies cachent la réalité, et la définition même des concepts de progrès et de modernité. Dans la suite des travaux de Marx, Walter Benjamin surtout et Theodor Adorno ont poursuivi des réflexions sur l'ensemble de ces questions.

De la méthode

Avant d'arriver aux « lois » – un terme qu'il emploie mais qu'il faut manier avec précaution – qu'il détermine dans le livre III, en organisant sa démonstration autour de ce qu'il appelle « la loi de la baisse tendancielle du taux de profit » s'opposant en la complétant à celle de la loi de la valeur, il nous faut faire un détour par la méthode de Marx.

Il faut partir, une fois encore du point de départ de la critique de Marx. Derrière son analyse objective, la révolte sourd. Marx n'accepte pas ce système conçu pour favoriser une minorité de la population, qui ne permet pas au plus grand nombre de connaître un épanouissement personnel. Cette capacité de révolte, de volonté révolutionnaire est à l'origine de ce point de vue critique du système. Sans cette critique, il n'aurait pas eu la même perception du système. Le terrain change par rapport aux économistes classiques comme Smith et Ricardo. C'est une autre problématique. Il faut insister sur cette rupture.

Marx pense le champ des possibles. Il lutte de ce fait contre l'empirisme. Il dévoile que le présent provient d'un concours de circonstances, d'une certaine organisation des possibles. D'autres futurs sont inscrits dans notre présent, à nous de les faire surgir. C'est un appel à l'initiative, à la démocratie, à la politique faite par le plus grand nombre, par les « masses ».

C'est vrai que le capitalisme apparaît, désormais, comme l'horizon indépassable, tuant de ce fait même toute imagination, restreignant le champ des possibles. La crise des idéologies dont on parle partout est une crise de représentation du monde, d'impossibilité de penser le futur, sinon comme la répétition du passé et du présent aseptisés. Le succès du film *Forrest Gump* aux États-Unis est un révélateur de cette tendance, comme la mode des commémorations. Les affrontements, les tensions, les luttes – des classes en particulier – disparaissent dans un passé reconstruit à coup de consensus, comme « ouaté ». L'idée même de progrès est battue en brèche, comme si la société capitaliste était figée pour l'éternité.

Marx et Marx

Il est curieux de lire ceci sous la plume du sociologue Jean-Pierre Durand :

« L'idée de progrès était tout autant partagée dans les sciences de la nature que chez les moralistes et conduisait aux thèses évolutionnistes selon lesquelles chaque organisme, qu'il soit biologique ou social, allait vers un niveau d'organisation supérieure. À la suite des philosophes des Lumières, mais aussi de l'essor rapide des sciences de la nature, la croyance infinie dans la raison humaine conduisait à rechercher des lois explicatives de chacun des phénomènes sociaux et de l'histoire. Marx a succombé à cette tentation d'une loi universelle permettant d'ouvrir un monde meilleur, voire parfait. » (*La sociologie de Marx*, La Découverte, collection Repères, 1995, page 6)

De quel Marx est-il ici question ? Celui qui disait, dans les *Grundrisse* justement, que « la raison n'est pas toujours raisonnable » ? En quoi est-ce fou de chercher « des lois explicatives de chacun des phénomènes » ? N'est-ce pas le rôle d'un scientifique ? Où chez Marx est-il exprimé une « loi universelle ouvrant un monde meilleur » ? Les écrits de Marx, son action, s'inscrivent dans la volonté de trouver les lois de fonctionnement du mode de production capitaliste, de déterminer ses contradictions, de faire apparaître la classe sociale qui a intérêt à la société sans classe, sans déterminisme, mais en ouvrant le champ des possibles. Et les possibles ne deviennent nécessité que par la lutte sociale, par la praxis, par l'acte social. Marx n'était pas positiviste, contrairement aux saint-simoniens et à leur suiveur Auguste Comte, pour qui il a des mots assez durs. Il a comme projet de dessiner une science de la société, en partant de l'hypothèse - qu'il démontrera - que l'horizon capitaliste peut-être dépassé, par un autre mode de production qui se dessine en creux dans le capitalisme, mais qui suppose pour exister l'intervention d'une classe sociale qui prend conscience de ses intérêts collectifs. Est-ce en dehors de la réalité de chercher les voies et les moyens de dépasser ce mode de production incapable de satisfaire les besoins de tous les êtres humains ? Est-ce une démarche non-scientifique ? En quoi est-il plus « scientifique » d'accepter cette société, et de la poser comme éternelle ? Contrairement, de plus, à l'affirmation de Michel Beaud par exemple dans

*Histoire des socialismes*⁹, la fin des classes ne veut pas dire la fin des affrontements, la fin des conflits. Simplement, ils auront d'autres sujets que l'opposition de classes.

Retour à un texte fondateur : les *Grundrisse*

Les *Grundrisse* ont justement cette particularité d'indiquer les éléments essentiels de la méthode de Marx, qui lui a permis d'arriver aux concepts clés, aux catégories qui sont à l'œuvre dans *Le Capital*. Travail théorique toujours à refaire, toujours à compléter, tant il est vrai que « l'anatomie de l'homme est une clef pour l'anatomie du singe ». ¹⁰ Autrement dit, l'analyse du fonctionnement du capitalisme moderne peut permettre de comprendre le capitalisme du temps de Marx et ainsi déterminer les manques dans la succession des catégories.

Cette méthode, inductive-déductive, part des conditions matérielles d'existence pour déterminer la conscience, pour aboutir aux lois de la reproduction du mode de production. Cette méthode, sera appelée matérialisme historique. Elle commence à être élaborée par Marx et Engels dans *L'idéologie allemande*¹¹, qui permet aux deux auteurs de savoir ce qu'ils ne sont pas, tout en laissant dans l'ombre ce qu'ils sont, d'où des concepts pas encore totalement définis. Les *Grundrisse*, dont la traduction la plus proche est « lignes directrices fondamentales », « esquisses », comme le rappelle Jean-Pierre Lefebvre dans son introduction¹² à la deuxième traduction en français de ce texte, seront le véritable discours sur la méthode. C'est un moment important de l'élaboration de Marx, qui a repris ses études des économistes, qu'il avait laissées de côté. Les catégories clés, comme celle de Valeur¹³, de plus-value, passant par la définition de l'Argent, ne sont pas encore mises au point, mais il explicite sa démarche, sa méthode que l'on pourrait qualifier de matérialisme historique fécondé par la méthode dialectique de Hegel. Ces manuscrits ont fait couler beaucoup d'encre depuis leur publication en 1939. Marx n'a pas voulu publier *L'introduction à la critique de l'économie politique* (1857) parce que, comme le rappelle Rubel dans sa notice de présentation¹⁴ « elle en disait trop ; elle paraissait, dit-il dans la préface à la Critique anticiper sur des résultats non encore établis. » C'est dans ce texte que l'on trouve la fameuse contradiction entre les forces productives et les rapports de production, contradiction qu'il faut appréhender dans le mouvement, et non pas de manière statique, et qui doit conduire aux études historiques sur sa validité, et non pas les remplacer. Ce texte a trop souvent servi à une vision positiviste, et donc non dialectique de l'évolution des sociétés. Les citations sont faites souvent en dehors du contexte, et sans comprendre la méthode à l'œuvre. De la même façon

⁹ Aux éditions du Seuil.

¹⁰ *Introduction à la contribution à la critique de l'économie politique*, La Pléiade, tome 1 « Économie », page 260.

¹¹ Ce texte ne sera publié qu'en 1932 par l'Institut Marx-Engels-Lénine. Voir l'avant-propos de Gilbert Badia aux Éditions sociales, opus cité.

¹² In *Manuscrits de 1857-58 (Grundrisse)*, tome 1 et 2, Éditions sociales, 1980. La première traduction était celle de Dangeville, deux tomes aux éditions Anthropos, sous le titre *Fondements*, traduction infidèle. Rubel, dans La Pléiade, « Économie II », en a publié que des extraits sous le titre *Principes d'une critique de l'économie politique*, réédition Folio, 2009.

¹³ « Si donc, au début de ce chapitre, pour suivre la manière de parler ordinaire, nous avons dit : la marchandise est valeur d'usage et valeur d'échange, pris à la lettre c'était faux. La marchandise est valeur d'usage ou objet d'utilité et valeur. Elle se présente pour ce qu'elle est, chose double, dès que sa valeur possède une forme phénoménale propre, distincte de sa forme naturelle, celle de valeur d'échange; et elle ne possède jamais cette forme, si on la considère isolément. Dès que l'on sait cela, la vieille locution n'a plus de malice et sert d'abréviation. » Cette explication de l'évolution d'une des catégories clefs de Marx ne se trouve pas dans l'édition française du Livre I du *Capital*. On la trouve chez Rosdolsky, opus cité page 159, note 9.

¹⁴ Soit dans La Pléiade, tome 1 « Économie », pages 233-234, ou le recueil de textes parus chez Folio sous le titre *Philosophie*, pages 443-444. Voir Naville « De l'aliénation à la jouissance », et article, dans ce même numéro, sur le livre de Jean_Pierre Durand, « La sociologie de Marx ».

la catégorie de Valeur a été mal comprise, faute d'une lecture attentive de Hegel – et des *Grundrisse* –, et de sa notion de mesure, de quantité et d'universalité qui permettent de comprendre les concepts de travail abstrait, et son expression sociale dans l'Argent comme représentant la richesse sociale, provenant de la socialisation des travaux privés, et qui le restent à l'intérieur de la sphère de la production, dans l'échange.

Les *Grundrisse* ouvrent le champ de l'ensemble de ces réflexions, raison pour laquelle la lecture n'est pas aisée, aggravée par le fait que ce sont des travaux préparatoires et que Marx tâtonne à la recherche de ses catégories essentielles. Ces manuscrits permettent de saisir un moment de l'élaboration de Marx, de sa pensée en mouvement, alors que sa méthode d'investigation est déjà au point. Il critique ses premiers résultats, s'obligeant à revenir sur la même question, encore et encore. Le mouvement de l'abstraction est difficile à réaliser, difficile d'exprimer simplement la nature de la marchandise et de ses formes contradictoires. Il changera d'ailleurs de plan. Au lieu de commencer par la Valeur, comme il en avait l'intention, il débutera par la marchandise qui synthétise les rapports sociaux de production capitalistes. Il préviendra dans la préface au Livre I du *Capital* : « Dans toutes les sciences, le commencement est ardu »¹⁵.

La dialectique de Hegel est essentielle, comme l'a bien vu Luckas dans *Histoire et conscience de classe*¹⁶, à un moment où il n'avait pas connaissance du texte des *Grundrisse*, pour comprendre la méthode de Marx.

« Ce n'est pas dans son but en effet que la chose est épuisée, mais dans son exécution. Le résultat non plus n'est pas le tout effectif, il ne l'est que quand il est pris avec son devenir : le but pour soi est l'universel sans vie, de même que l'élan n'est que l'impulsion qui manque encore de son effectivité, et le résultat nu est le cadavre qui a laissé l'élan derrière lui. De même la diversité est plutôt la limite de la chose, elle est là où la chose cesse, ou elle est ce que cette chose n'est pas. » (Préface à la *Phénoménologie de l'Esprit*, Aubier bilingue, p. 19)

Le lecteur familier du Livre I du *Capital* reconnaît la méthode à l'œuvre dans l'analyse de la marchandise. Ainsi Marx reprendra Hegel, en le métamorphosant, par la critique sociale, seule manière de faire preuve de création. La critique, c'est aussi la reconnaissance de l'apport de celui qui est critiqué. Cette méthode critique conduit à se saisir des découvertes précédentes, à les dépasser pour faire surgir de nouveaux concepts, de nouveaux outils. « Il faut entendre le terme de critique, insistait Naville¹⁷, dans un sens étendu. Ce n'est pas seulement la critique comme opposition ou négation, mais comme explication et comme dépassement. »

Rosdolsky, qui découvrira ces manuscrits, s'en servira pour proposer une lecture éclairante de la méthode de Marx, et de ses résultats les plus importants tels qu'ils figurent dans *Le Capital*. Des auteurs se réclamant du marxisme – Jean Luc Dallemagne¹⁸ et Henri Nadel¹⁹ par exemple – lui ont reproché de s'être servi des catégories du Livre I pour éclairer les *Grundrisse*. Une lecture attentive de *La genèse du Capital chez Karl Marx*²⁰, l'ouvrage en question montre que c'est le contraire. Les textes de 1857-58 viennent éclairer la méthode et les catégories du livre I du *Capital*, et renforcer la démonstration de Marx, qui considérait comme inutile de redire ce que Hegel avait déjà dit. Les *Grundrisse* sont à la fois une manière

¹⁵ Notation qui n'autorise pas Althusser à conseiller aux lecteurs de laisser cette section I pour la fin. Au contraire.

¹⁶ Publié aux Éditions de Minuit, 1960.

¹⁷ Opus cité page 363.

¹⁸ « L'économie du "Capital" », François Maspero 1978

¹⁹ « Marx et le salariat », L'Harmattan, Paris, 1994.

²⁰ François Maspero, collection des livres Critiques de l'Économie Politique, 1976. Seul est paru, en traduction française, le tome 1.

de s'approprier la méthode de Hegel, et de la remettre sur ses pieds en l'intégrant dans la méthode générale du matérialisme historique.

« Pour Hegel, le mouvement de la pensée, qu'il personnifie sous le nom de l'Idée, est le démiurge de la réalité, laquelle n'est que la forme phénoménale de l'Idée. Pour moi, au contraire, le mouvement de la pensée n'est que la réflexion du mouvement réel, transposé et transporté dans le cerveau de l'homme. » (Karl Marx, postface à la seconde édition allemande du Livre I du *Capital*)

Tout en ajoutant, fidèle à la méthode dialectique, « bien que, grâce à son quiproquo, Hegel défigure la dialectique par le mysticisme, ce n'en est pas moins lui qui en a le premier exposé le mouvement d'ensemble. Chez lui, elle marche sur la tête ; il suffit de la remettre sur ses pieds pour lui trouver la physionomie tout à fait raisonnable. »

Façon de rappeler que la méthode dialectique de Hegel est une nécessité pour l'analyse du mouvement d'ensemble. On pourrait multiplier les citations, tirées par exemple de *L'Anti-Dühring*²¹ où Marx ou Engels – cet ouvrage est écrit à deux mains – reprend presque mot à mot le texte hégélien pour exprimer le mouvement comme ensemble de contradictions, allant jusqu'à la négation de la négation. Le lecteur a l'impression de voir cette méthode à l'œuvre dans les *Grundrisse*.

C'est dire qu'il est quasiment impossible d'en citer une partie sans la situer dans le texte et sans la mettre en relation avec les catégories du livre I. Autrement dit, il est impossible de les considérer autrement que comme une introduction générale au *Capital*. Marx tâtonne, à la recherche de ses concepts. Il approche la définition de l'Argent, mais n'y arrive pas, et c'est valable pour l'ensemble des catégories. Par contre, il démontre l'enchaînement nécessaire des catégories, à partir de cette vision d'ensemble qui a nom fétichisme de la marchandise.

« La théorie du fétichisme est, per se, la base de tout le système économique de Marx, et en particulier de sa théorie de la valeur. » (I. Roubine, *Essais sur la théorie de la valeur de Marx*)

La force de cette méthode c'est à la fois d'aboutir aux catégories – les abstractions réelles – par le raisonnement logique et de les valider par l'histoire, par la réalité, tout en tenant compte du fait que la déduction logique des catégories est à l'inverse de la validation historique.

Marx démontre que la première production de l'homme, c'est l'homme. Que l'homme est un animal social, corrigeant ainsi la définition d'Aristote. Qu'il se trouve défini par les conditions sociales, par les lois de fonctionnement de la société dans laquelle il est immergé. Qu'il est donc incapable d'appréhender la réalité autrement qu'en prenant pour sujet le monde des objets, de la marchandise, en croyant que les rapports principaux sont entre les choses, alors qu'il s'agit de rapports sociaux. Il lui faut donc prendre conscience de la manière dont fonctionne la société, prendre conscience que l'apparence du rapport entre les choses – la réification ou chosification – dissimule des rapports entre les hommes, entre les classes sociales aux intérêts antagoniques.

« Marx ne montre pas seulement que les rapports humains sont voilés par des rapports entre les choses, mais, en outre que, dans l'économie marchande, les rapports sociaux de production prennent inévitablement la forme de rapports entre les choses et ne peuvent être exprimés autrement qu'au travers de choses. (...) La théorie du fétichisme de la marchandise se transforme en une théorie générale des rapports de production de l'économie marchande, en une propédeutique à l'économie politique. » (I. Roubine, *Essais sur la théorie de la valeur de Marx*)

²¹ À rapprocher de la page 17 de la *Préface à la phénoménologie...*, opus cité : « Le bouton disparaît dans l'éclosion de la fleur, et on pourrait dire que le bouton est réfuté par la fleur. De même par le fruit la fleur est dénoncée comme un faux être-là de la plante; et le fruit prend la place de la fleur comme sa vérité. »

Ce texte permet aussi de se rendre compte que les sources de Marx sont mêlées. Qu'il est difficile de distinguer ce qui revient à Ricardo et Smith, à Hegel, ou d'autres théoriciens. Les distinctions modernes entre disciplines ne sont pas de mises à l'époque de Marx. Hegel cite Smith ou Ricardo, qui lit Hegel.

L'analyse de la réalité capitaliste est aussi fondamentale pour comprendre l'évolution de la pensée de Marx. La crise de 1857 qu'il vit, et sur laquelle il écrit, est aussi explicative de la naissance de nouveaux concepts, tant il est vrai que la crise dévoile les lois de fonctionnement du mode de production capitaliste, pour ceux qui développent la critique de cette société. L'intérêt de la méthode dialectique c'est qu'elle permet d'aller au-delà des apparences, moment d'appréhension de la réalité.

L'apport principal

L'intérêt principal de ce texte est dans la différenciation des niveaux d'abstraction. Un des problèmes clés pour éviter les fausses interprétations, comme celle de Rosa Luxembour²² concernant les schémas de reproduction du Capital, qui sont l'objet principal du Livre II du *Capital*. Dans les livres I et II, Marx analyse le Capital en général, sans tenir compte des capitaux nombreux, de la concurrence et donc des conflits d'intérêt entre capitalistes. C'est la raison pour laquelle il écrit que dans la concurrence, tout se présente à l'envers. Pour dépasser le monde des apparences, le comprendre, il fallait se saisir de cette catégorie, le Capital en général qui suppose de déterminer l'intérêt général de toute la classe des capitalistes, et par-là même les lois de fonctionnement de l'accumulation du Capital, qui repose sur l'extorsion de plus-value, sur le surtravail des salariés. C'est ce travail d'abstraction qui se met en œuvre dans ces manuscrits, qui lui permet d'appréhender la succession nécessaire des catégories.

« Certains moments de la catégorie de la valeur se forment à des étapes antérieures du processus historique de la production sociale et apparaissent comme le résultat de ce processus. C'est pourquoi au sein du système de la société bourgeoise, le capital succède immédiatement à la valeur. »²³

Nous avons déjà rappelé que Marx changera cette succession, en commençant par la marchandise, liée à la naissance de la catégorie de la valeur qui remplacera la valeur d'échange, forme phénoménale de cette valeur. Ainsi la succession des catégories, comme Rosdolsky le met en évidence, deviendra Marchandise-Valeur-Capital. Cette compréhension est fondamentale pour comprendre les lois de fonctionnement de l'accumulation capitaliste, et de la production de plus-value. Pour comprendre aussi pourquoi Marx arrive à deux classes fondamentales dans la société capitaliste – ce qui ne veut pas dire les seules – capitalistes et vendeurs de force de travail, classes antagoniques, aux intérêts contradictoires. Ce sont les classes en soi, définies par les rapports de production. Elles n'existent réellement que dans la lutte des classes, et doivent conduire à la classe pour soi, aux formes de la prise de conscience. Manque dans cette succession l'État, qu'on ne peut réduire, comme l'a fait Lénine dans *L'État et la révolution*, à un détachement d'hommes armés.

²² Dans *L'accumulation du Capital*, réédité aux éditions La Découverte. Le reproche à Marx porte sur l'impossibilité de vendre toute la production sans l'apport des pays non-capitalistes, des colonies qui permettent de vendre toute les marchandises produites. Le chapitre 32, « Le militarisme », est encore à méditer aujourd'hui. L'erreur de Rosa Luxembourg l'a en effet conduit à s'interroger sur une des questions les plus importantes de son temps.

²³ *Œuvres II*, La Pléiade, page 1640.

Actualité de la lecture des *Grundrisse*

Marx, dans ce paysage politique actuel, fait figure de zombie. Un zombie dont la récupération est loin d'être exclue par ceux-là mêmes qui ont mis le plus d'empressement à l'enterrer. Parce qu'il propose, loin de tous les économistes libéraux qui ne savent que tracer l'apologie du système, des concepts qui permettent de comprendre l'évolution du mode de production. D'autant que ces concepts peuvent revenir dans le moule théorique posé par Ricardo, le dernier des grands économistes, dans le sens où il a construit un système global d'explication du monde, comme Hegel pour la philosophie. Ils perdent de ce fait leur identité, provenant du point de vue critique de Marx, qui lui a permis ses découvertes les plus importantes. Non pas, comme on le croit trop souvent la lutte des classes – les saint-simoniens avaient affirmé avant lui que la lutte des classes est le moteur de l'histoire –, mais l'analyse du mode de production capitaliste comme un mode de production transitoire, c'est-à-dire pouvant être dépassé par un mode de production supérieur, capable de développer plus encore les forces de productives, pour arriver à l'état d'abondance et abandonner le travail contraint, pour le travail librement choisi par les individus qui, ainsi, pourront libérer leurs capacités, faire fructifier leur intelligence pour le grand bien de la collectivité.

Dans le monde actuel, on nous traitera de doux rêveur, comme si le rêve d'une société plus humaine, respectant l'individu et satisfaisant tous ses besoins, était une tare indélébile. Le droit au rêve, à l'imagination est, heureusement, le droit inaliénable de tous les être humains. À condition, ajoutait Lénine, de confronter son rêve à la réalité. Pour que le rêve devienne réalité, il faut l'intervention collective, la prise de conscience que le capitalisme peut être dépassé, que le progrès se trouve à l'extérieur de ce mode de production. Ce n'est pas donner un sens à l'histoire, mais déterminer le champ des possibles. Pour que ces possibles se transforment en nécessité, il faut y ajouter des conditions qui tiennent aux sujets de l'histoire, c'est une autre grande leçon de Marx.

Nous vivons un moment de transition entre deux époques, deux ères de l'humanité. L'ère précédente, marquée à la fois par la victoire de la Révolution d'Octobre, actualisant la révolution socialiste, permettant à Trotsky d'écrire, à la suite des résolutions des quatre premiers congrès de l'Internationale Communiste, III^e du nom, que cette époque était celle « des guerres et des révolutions », et par celle de la contre-révolution stalinienne, se manifestant par la division du monde en deux blocs, après la Seconde Guerre mondiale. La guerre froide, suivie par la « coexistence pacifique », a vécu. La victoire du capitalisme est totale. Les États-Unis restent la seule superpuissance sur la scène internationale. Une superpuissance qui fait montre d'une étonnante incapacité à faire respecter un quelconque ordre international. La « Pax Americana » est encore à venir. Autant dire que les caractéristiques du nouvel ordre international sont encore dans les limbes.

Le monde ancien est mort. La transition vers le capitalisme de toutes les économies d'Europe de l'Est, à commencer par la plus importante d'entre elles, l'ex-URSS, sonne le glas du monde ancien. La donne se transforme. L'idée même de la nécessité de changer l'ordre social capitaliste recule, malgré l'augmentation du nombre de chômeurs, de la pauvreté, de la misère à l'échelle du globe. L'espérance recule. La crise idéologique, ici dans le sens de la représentation du monde, est profonde. Le refuge dans l'irrationnel est une des grandes données de ce monde en transition vers un ailleurs difficilement identifiable, mais dont les composantes essentielles sont régressives. Les rapports de force entre les classes ont profondément changé. Le concept même de progrès est contesté. Comme si nous assistions à une involution de la société.

Il ne faut pas chercher dans Marx des réponses toutes faites. Les citations ne servent qu'à fixer les idées, pas à épuiser les problèmes. Par contre, l'utilisation des catégories, des concepts forgés par Marx sont toujours nécessaires – et peut-être plus que jamais, justement

parce que le capitalisme triomphe – pour analyser la réalité sociale. Le point de vue critique, point de départ de la méthode, est fécond pour comprendre et transformer la société. C'est le même mouvement. Il est impossible de comprendre le monde sans le critiquer.

La méthode de Marx est un point de départ pour inciter à l'élaboration théorique, pour trouver les voies de l'analyse de ce nouveau monde. Les concepts essentiels comme la méthode d'analyse retrouvent une brûlante actualité, précisément du fait que ce mode de production s'élargit à l'ensemble de la planète. Comme Marx a voulu mettre à jour les lois de fonctionnement du mode de production capitaliste, plus que construire les bases d'un nouveau mode de production, il est compréhensible qu'il redevienne une référence. Il pourrait faire peur de nouveau... Il s'est toujours refusé à « faire bouillir les marmites du futur ». Il est pourtant possible de trouver de manière éparse dans son œuvre des ouvertures vers une société de producteurs associés, qui permettrait de forger de nouvelles relations sociales, sans que les contours de cette nouvelle société soient véritablement définis.

Le nouveau monde suppose d'être analysé, en forgeant des outils supplémentaires à ceux que nous ont légués Marx et l'ensemble des marxistes, et au-delà de l'ensemble des chercheurs qui ont dévoilé, même de manière partielle, le fonctionnement de la société capitaliste. Du passé, nous ne pouvons faire table rase.

Les *Grundrisse* ne peuvent que disparaître dans l'élaboration conceptuelle, pour renaître ensuite. Tous ceux qui ont voulu les brûler n'ont pas intégré l'essentiel de la méthode dialectique

Travaux pratiques : actualité de Marx

La fin du capitalisme vue par Hardt et Negri

Hardt et Negri sont deux théoriciens à la mode sur les campus américains. Leur vision du monde est discutée partout dans le monde, sauf en France. Quelques sociologues s'y réfèrent pourtant et relaient leurs analyses.

Avant de les critiquer, reconnaissons leur un mérite, rendre à Marx ce qui revient à Marx, une place essentielle dans la capacité à analyser les modalités de fonctionnement de nos sociétés. Ses thèses, ses concepts et sa méthode, et une fois encore la crise actuelle le dévoile, restent nécessaires, à condition de les relier à la réalité actuelle du capitalisme. Ce mode de production évolue et nous avons la nécessité de forger de nouveaux concepts. Ainsi, l'État est absent du Capital, alors que le fonctionnement du capitalisme le met au premier plan en termes de définition d'une stratégie permettant l'accumulation du Capital. Disons-le d'emblée, en renvoyant à la partie de ce deuxième mouvement concernant l'État, c'est ce manque qui se manifeste de manière éclatante dans les manières d'appréhender le capitalisme par ces deux auteurs. Il faut dire qu'ils semblent être rejoints par Immanuel Wallerstein qui part pourtant d'autres hypothèses. (Cf. *Comprendre le monde. Introduction à l'analyse des systèmes-monde*, Repères/La Découverte). Il est peut-être révélateur d'un courant qui considère que cette crise marque la fin du capitalisme. Il faudrait dire d'un certain capitalisme... Il n'est pas besoin d'avoir une vision catastrophiste – la crise finale – pour le comprendre. Ces économistes semblent partager la vision de cet économiste de l'école autrichienne, Joseph Schumpeter, partisan du libéralisme économique, pourfendeur de Marx, qui, dans le gros de la crise de 1929, écrivait, dans *Capitalisme, socialisme et démocratie* (traduction française, Payot) que le capitalisme était mort. À son corps défendant, disait-il, le socialisme semble le système de l'avenir. Cet avenir qui lui donnera tort... Wallerstein me

semble révélateur d'un courant qui considère que cette crise est profonde et peut-être de même nature que la crise de 1929.

Hardt et Negri – avant la crise actuelle – combattent l'idée répandue – avant la crise – que le marxisme serait non seulement en crise, mais bien mort et enterré. Marx ne serait qu'un auteur du passé dont la lecture n'est pas indispensable pour comprendre le capitalisme d'aujourd'hui. Un capitalisme mondialisé sur le mode du libéralisme. L'analyse de cette nouvelle période reste à faire. Les voiles idéologiques sont nombreux ne permettant pas de voir la réalité. La controverse a perdu ses droits, le débat est au point mort, en position létale. Il faut lire au moins Charles-Albert Michalet qui, dans *Mondialisation, la grande rupture* (La Découverte, 2007), s'interroge sur la nécessité d'un nouveau paradigme pour appréhender ce nouveau stade du capitalisme, sans remettre en question les concepts issus de la tradition marxiste continuellement bousculés. On sait que, pour maintenir en vie la tradition, il faut la transformer. La période actuelle nous y oblige. Il est impossible de se contenter du terme « mondialisation » ou même de « transnationalisation » derrière lequel se cachent une partie de vérité et beaucoup de bluff. Les firmes transnationales ne font pas – encore ? – la loi. Les États-nations restent le lieu où s'effectuent les choix politiques, mêmes s'ils ne peuvent plus être seulement nationaux. Les luttes des classes restent nationales même s'il faut trouver des moyens de luttes transnationales. La loi de la valeur n'est pas encore transnationalisée...

Marx fait de la résistance. Il revient sur le devant de la scène de temps en temps. Il est redécouvert, trahi de nouveau pour justifier des théories différentes montrant par-là même l'incroyable force de sa méthode. Beaucoup de confusions sur les lectures de Marx. Celle du stalinisme a marqué le mouvement ouvrier français. Lecture messianique d'un sens de l'Histoire forcément progressiste qui se trouve résumé dans un de ces débuts de phrase peuplant les actes de foi : « au XXI^e siècle... »²⁴ sans s'arrêter à l'analyse concrète d'une situation concrète, pour citer Lénine un peu oublié ces temps derniers, englouti dans la chute des statues de Staline. Sécularisation de cette idée qui faisait de l'avènement du socialisme, le Paradis sur terre. Cette lecture de Marx a été combattue pour concevoir un *Marx penseur du possible*, pour citer le titre du livre de Michel Vadée (Klincksieck, 1992), conception qu'Antoine Artous retrouve dans *Le fétichisme chez Marx* (Syllepses, 2006). Autrement dit, le devenir du capitalisme inclut la possibilité de construire une autre société mais cette possibilité n'est pas la seule. Le capitalisme a fait la preuve de sa capacité à s'adapter, à se métamorphoser. Elle représente l'une des grandes découvertes de Marx : le mode de production capitaliste est historiquement déterminé, il n'est pas éternel. La compréhension de ce champ des possibles est à la base de toutes les théorisations sur la capacité d'une classe sociale à construire un autre monde, une société reposant sur d'autres règles que celles de l'accumulation du capital. L'actualité de la révolution est entièrement dans cette compréhension.

La méthode de Marx, ses concepts restent indépassables pour appréhender le capitalisme. Le manque le plus important porte sur l'État capitaliste qui ne fait l'objet que d'un chapitre de *L'Anti-Dühring* – écrit en collaboration avec Engels – où il est défini comme « le capitaliste collectif en idée », déterminant sa place centrale dans l'élaboration de la stratégie de la classe des capitalistes, une manière – comme l'ajoute Artous²⁵ – de rendre visible cette classe sociale. Cette absence a quelques conséquences sur les théorisations actuelles qui veulent démontrer l'actualité du communisme et non pas de la révolution.

²⁴ Paradoxalement, montrant que les procédés du stalinisme ne sont pas l'apanage du seul stalinisme ou de ses succédanés, Michel Pébereau, ci-devant PDG de Société Générale/Paribas, utilise cette litote pour défendre l'économie de marché sans démonstration, écrivant « le marché n'est ni de gauche ni de droite, il est simplement du XXI^e siècle »... Merveilleux et lumineux sur l'acte de foi qui se cache derrière ce « simplement »... Cf. *La Tribune* du 18 avril 2007, « La France doit vaincre sa peur du XXI^e siècle ».

²⁵ Dans *Marx, l'État et la politique*, Syllepse, 1999.

C'est le cas de Michael Hardt et Antonio Negri. Ils considèrent que, en devenir, le travail immatériel prend le pas sur l'ouvrier qui, suivant une conception plus stalinienne que marxiste, serait le travailleur productif – de plus-value ajoutait Marx – par excellence. La classe ouvrière de ce fait – une traduction plus proche de la conception de Marx devrait dire « classe laborieuse » – se réduit à la seule catégorie socioprofessionnelle, dans la nomenclature de l'Insee, des « ouvriers ». Or, c'est un fait tangible, les activités de service se sont beaucoup développées, faisant croître la catégorie des « employés ». Il est question de la « tertiarisation » de la société, terme qui ne veut rien dire puisque dans le découpage de l'économie voulue par Colin Clark et repris par l'Insee, le « tertiaire » est tout ce qui n'est ni « primaire » – les activités liées à l'agriculture, la pêche... – ni « secondaire » – l'industrie –, donc un melting pot résistant à l'analyse.

Cette définition de la classe réduite aux seuls travailleurs productifs est trop restreinte. Il faut intégrer tous les salariés sous la domination d'un capital, que ce capital soit industriel, commercial ou financier. La notion même d'exploitation des salariés se trouve reliée au rapport social instauré par le Capital. Soit c'est l'extorsion de plus-value (de « survaleur »), soit c'est permettre une rotation plus rapide du capital permettant de multiplier les occasions de faire du profit.

Même cette définition de la classe laborieuse n'évite pas une autre question. Le sujet révolutionnaire semble s'être évanoui. Le champ des possibles justement s'est rétréci. Le capitalisme se pose comme éternel. Aucun autre monde, au-delà des slogans, n'émerge. Comment pourrait fonctionner la société de demain, qui pourrait renverser ce mode de production ? L'horizon sombre comme la mer, disait déjà Victor Hugo. Le bilan du XX^e siècle n'est pas tiré. La plupart des commentateurs font comme si ce siècle n'avait pas existé, se contentant de clichés sur le « totalitarisme » – associé, forcément, à communisme – des pays de l'Est, de la Russie sans s'interroger sur la Chine actuelle qui a conservé son système politique tout en passant au capitalisme...

La crise du sujet révolutionnaire

Cette crise du sujet, cette lutte des classes devenue unilatérale devrait se traduire par de nouvelles théorisations. Il en est de renoncement, il en est d'autres, paradoxalement, très optimistes. C'est le cas donc de Hardt et Negri qui s'essaient à démontrer que le communisme est à nos portes mais qu'il n'est plus possible de compter sur la classe ouvrière – réduite, pour eux, aux ouvriers d'usine – pour « faire » la révolution mais sur le capitalisme lui-même en train de se métamorphoser. Son devenir fait du travail immatériel, la connaissance – on parle beaucoup de « société cognitive » – le travail fondamental, créateur de la richesse de demain. Ils en arrivent à la conception de « l'Empire », nouvelle modalité d'existence du capitalisme, dans une société « postfordiste »²⁶ qui crée une force sociale nouvelle qu'ils appellent la « multitude », détentrice du pouvoir réel alors que les patrons, les capitalistes apparaissent de plus en plus comme parasites.²⁷ Il y a là une rupture par rapport à Marx, rupture profonde puisqu'il ne s'agit rien de moins que la remise en cause de l'analyse dialectique. Marx partait des contradictions du mode de production capitaliste pour aboutir à la vision d'une classe

²⁶ Intéressant de constater qu'ils ne qualifient pas ce nouveau régime d'accumulation, un concept forgé par les théoriciens dits de la « régulation », Robert Boyer en particulier ou Michel Aglietta, dont nous nous servons à notre tour. Les derniers ouvrages de Boyer sont très décevants quant à l'analyse des réalités du capitalisme, de son régime d'accumulation. Quelles en sont les caractéristiques ? Comment tenir compte de la place actuelle des marchés financiers internationalisés permettant de le qualifier de « régime d'accumulation à dominante financière » ?

²⁷ Ils reprennent à leur compte une idée chère aux théoriciens du « Spätkapitalismus », ce capitalisme tardif, pourrissant. C'est une analyse qui ne rend pas compte de la plasticité de ce mode de production, de sa capacité à se réformer, à se métamorphoser...

objectivement révolutionnaire, le prolétariat, alors que ces auteurs prétendent que « la propriété, c'est le vol » revenant ainsi à la vision de Proudhon...²⁸ Ils en déduisent que les « réseaux », le « net » ont mis fin à l'exploitation du salarié, dans le sens où Marx décrivait cette condition, en particulier dans le dernier chapitre du Livre 1 du *Capital*. Ils se basent sur les *Grundrisse*²⁹ pour légitimer leur position, se référant à la figure du « pauvre », figure qu'ils interprètent sans la remettre en perspective dans la réalité.

Un nouveau sujet ?

Michael Hardt et Antonio Negri ont donc beaucoup publié ces derniers temps pour alimenter un débat sur la compréhension du monde et sur l'actualité du communisme, une sorte de retour à Marx tout en se voulant, suivant le titre d'un ouvrage plus ancien de Negri, *Marx, au-delà de Marx*, à partir d'une lecture des *Grundrisse*³⁰. Depuis *Le pouvoir constituant* qui se voulait un « essai sur les alternatives à la modernité » (PUF, 1992), *Empire* (Exils 2000, réédition 10/18, 2004) et *Multitude, guerre et démocratie à l'âge de l'Empire* (La Découverte, 2004), ces deux auteurs n'ont cessé d'élaborer une grille de lecture du capitalisme actuel et en devenir.

Leur thèse est tombée, en France, dans un océan de silence absolument remarquable. Il faut dire que Negri a beaucoup fait pour la déconsidérer en prenant position contre le « non » au Traité constitutionnel européen. Son « oui » se voulait résolument anti-État-nation, cette « merde » dira-t-il lors d'une conférence publique³¹ se voulant dans la lignée du Marx de 1848 dans son discours sur le libre-échange, sans les arguments qui étaient ceux du Marx de ce moment-là. Ce penseur n'avait pas encore forgé tous les outils, concepts qui lui permettront d'analyser les règles de fonctionnement du capitalisme, ses lois d'accumulation passant par cette découverte fondamentale de la différenciation travail/force de travail, découverte des ressorts cachés de l'exploitation des salariés, séparés des moyens de production.

Trois auteurs se référant au marxisme sans en accepter sa vision messianique, Pierre Dardot, Christian Laval et El Mouhoub Mouhoud³², ont voulu discuter ces thèses pour, à travers la critique, démontrer leur « noyau rationnel » tout en indiquant leur lecture de Marx, politique, philosophique et économique... Ils discutent, tout d'abord, de « l'aptitude de la multitude à se constituer en sujet politique », cette « multitude » que Hardt et Negri considèrent comme une « classe globale » porteuse de la « valeur » – ce concept, le plus difficile sans doute de Marx, n'est jamais bien défini, elle ne se réduit pas à la valeur d'échange, ni au quantum de travail -, en fait des pauvres en puissance se transformant en puissance de la pauvreté pour, de manière mécanique, arriver au communisme. Ce n'est plus du messianisme, c'est un acte de foi. Les contradictions ont disparu. Les patrons s'accrochent à leur pouvoir, via la puissance de l'État-nation qu'il faut détruire, que le capitalisme – il suffit de le pousser un peu – est en train de détruire.

²⁸ Voir Antoine Artous, *Le fétichisme chez Marx*, Syllepse, pour une architecture plus proche de celle de Marx et de la réalité capitaliste.

²⁹ Voir mon article dans *Critique Communiste*, n° 143, automne 1995, « Faut-il brûler les « Grundrisse » ? » et dans *Spécial Marx* de 1983, l'article écrit par Nicolas Maheu (Béniès) et Francis Sittel, « Crise du capitalisme et actualité de Marx ».

³⁰ La traduction de Jean-Pierre Lefebvre aux Éditions sociales, deux tomes, Paris, 1980, sert de référence.

³¹ Cf. *Libération* du 13 mai 2005.

³² « Sauver Marx ? », La Découverte 2007. A la fin de l'ouvrage, on ne sait trop ce qui doit être sauvé...

Où est le pouvoir ?

Le stade actuel du capitalisme se traduit par un processus de mondialisation. Il faut parler de mouvement vers, parce que des contre-tendances surgissent empêchant la tendance fondamentale de se réaliser. Aucun déterminisme ne peut présider à cette analyse. De ce mouvement, Hardt et Negri en déduisent un peu rapidement que la « déterritorialisation » sera existante. Ainsi, la nation, dans sa définition territoriale et donc, une fois encore l'État, est vouée à disparaître, remplacée par des réseaux, par une diffusion du pouvoir.

Christian Laval passe au fil de la critique leurs références théoriques. Ils assaisonnent Marx – celui des *Grundrisse* pour l'essentiel – de Deleuze et Foucault, très en vogue actuellement aux Etats-Unis, pour construire d'autres paradigmes, d'autres visions du monde. Chaque concept est réinterprété, redéfini. Hardt et Negri ne vont pas, à leur tour, s'en priver. Ils se servent beaucoup – c'est une lecture singulière – de Deleuze et Foucault pour construire une postmodernité. Ce postmodernisme fait l'objet de plusieurs définitions qui ne se recoupent pas, de la plus réactionnaire – dans le domaine de l'architecture – à la plus progressiste – chez Deleuze justement³³. Cette postmodernité – passant par une critique de la modernité chez Negri³⁴ – est contestée par Ulrich Beck dans *Pour un empire européen*³⁵ qui préfèrent la Deuxième Modernité forcément cosmopolitique. Tous ces auteurs se retrouvent autour de la réalité du monde capitaliste en train de muter et sur la remise en cause de l'État-nation. Beck parle de « surmonter l'ontologie nationale »... Toutes les propositions politiques s'organisent autour du comment et non pas du pourquoi ni d'un sujet clairement défini...

Laval s'attache à faire la démonstration que l'appropriation des concepts forgés par Foucault – ou par Deleuze – conduit à un détournement de la méthode de Marx, à la rendre inefficace. Ainsi en est-il de la notion de « biopolitique ». Chez Foucault, elle sert à rendre compte du fait que les lieux de pouvoirs se sont diversifiés, que l'individu est de moins en moins libre et qu'il est, par-là même, plus difficile de lutter. En même temps, ces terrains de lutte sont mineurs et minoritaires.... Pour Hardt et Negri, elle devient positive, signifiant « production de vie »... Autrement dit, elles deviennent le cœur du combat pour une autre société. Ils veulent, suivant le titre que donne Laval à un de ses chapitres, « mettre les marges au centre »... Dans ce contexte théorique, la communication est un enjeu central !

Une méthode qui se retourne contre la méthode de Marx qui se trouve totalement vidée de son contenu, et d'abord de sa charge critique. Si le pouvoir n'est plus dans l'État – une rupture avec Lénine et L'État et la Révolution³⁶ –, pour eux il est partout et surtout dans le travail immatériel. Les producteurs ne sont plus privés de leurs moyens de production, faute de moyens de production... Le pouvoir de Bill Gates n'est pas dans cette possession mais uniquement dans son droit de propriété qui inclut les découvertes faites par ses employés et

³³ Les trois auteurs ne critiquent pas cet aspect. Pour la définition de Deleuze, voir Anne Sauvagnargues, *Deleuze et l'art*, PUF par exemple.

³⁴ Voir *Le pouvoir constituant*, opus cité.

³⁵ Flammarion, 2007, en collaboration avec Edgar Grande, pp. 91. Beck est aussi l'auteur de *La société du risque. Sur la voie d'une autre modernité*, Champs/Flammarion, 2001 pour la traduction française, théorisation qui sert beaucoup aux tenants de cette société inégalitaire pour la justifier. Il est suivi par *Pouvoir et contre-pouvoir à l'ère de la mondialisation* où il poursuit sa définition de la « deuxième modernité », celle dans laquelle le monde – il ne parle pas de capitalisme préférant s'intéresser, c'est la mode, aux acteurs – serait entré ou devrait entrer, on ne sait trop. Dans ce monde la démocratie est une question secondaire pour permettre aux acteurs d'agir... On comprend la vogue de ses thèses... Il justifie la construction d'une nouvelle forme d'Etat.

³⁶ Negri déclare que ces théorisations appartiennent au passé... Curieusement, une défense de Lénine se trouve dans une des critiques de la thèse de « L'Empire » - qui se veut le « Manifeste du parti communiste » de notre temps -, Slavoj Žižek in *Que veut l'Europe, réflexions sur une nécessaire réappropriation*, recueil d'articles réédité chez Champs/Flammarion. Cet auteur, éclectique, docteur en psychanalyse et professeur de philosophie semble être le penseur de ces temps marqués par la nostalgie des époques passées, en l'occurrence le monde politiquement partagé en deux précédant la chute du Mur de Berlin. Le retour à Marx et à Freud n'est pas toujours dégagé de la gangue stalinienne. Révélateur et intéressant.

pour d'autres par le brevetage du vivant. Il suffit d'un peu d'autogestion de cette multitude en réseau et le pouvoir change de mains. Le communisme devient un don du ciel, une croyance sans fondement dans l'analyse du monde.

Hardt et Negri ne veulent pas voir les conséquences négatives de la précarité, de la flexibilité, du chômage de masse sur les capacités de lutte des salariés, sur leur condition de vie, de travail... Ils ne veulent pas prendre en compte les formes d'organisation des capitalistes eux-mêmes qui ne se contentent pas de leur droit de propriété mais qui continuent de construire des usines avec un accroissement des ouvriers – comme catégorie socioprofessionnelle – au niveau mondial. Il reste, et ils ont raison d'insister, à savoir quelle est la tendance principale, le devenir. Ce devenir dépendant largement des marchés financiers dans le régime d'accumulation actuel qui développe le taylorisme plutôt que d'autres modes d'organisation du travail. Ils préfèrent insister sur la « trame communicationnelle du travail vivant » lui assurant « une autonomie croissante vis-à-vis de l'emprise capitaliste » proposant la désertion, « un nomadisme généralisé », opposant à l'Empire « le nouvel exode mythique »... (pour citer Laval, p. 183).

La domination du travail immatériel ?

C'est à Mouhoub Mouhoud que revient la dernière partie sur les transformations du travail. Il critique cette notion du travail immatériel, plus exactement la confusion entretenue par les deux auteurs entre l'artiste et le technicien de l'information passant par la surestimation des TIC, technologies de l'information et de la communication. Plus encore, ils ne voient comme seule explication des changements du capitalisme, que les luttes sociales. Ils parlent d'un « schéma théorique qui place la subjectivité des mouvements sociaux de prolétariat au centre de la scène dans le processus de mondialisation et la constitution de l'ordre mondial. » Là encore, Marx est bien loin et son analyse des lois de fonctionnement du mode de production capitaliste plus encore.

Paradoxalement, ils veulent remettre en cause la conception de l'État qui n'existe pas – n'est pas théorisée – chez Marx, tout en proposant une vision du travail vivant totalement autonomisée par rapport au travail mort, en confondant information et connaissance... Ces confusions conduisent à contester la thèse qu'ils présentent. Ils font preuve d'un manque de rigueur qui démontre que le libéralisme a des effets même sur les auteurs voulant le contester. Il aurait peut-être fallu s'interroger sur les lois de l'accumulation du capital conduisant à remettre en cause certaines des conclusions de l'école française de la régulation représentée notamment par Robert Boyer.

Au total, cette critique à trois voix des thèses contestables de Hardt et Negri conduit nécessairement à la relecture de Marx, à un travail critique sur sa méthode, ses concepts, à considérer la théorisation de la loi de la valeur comme une abstraction fondamentale à la compréhension de la société capitaliste, à ne pas se contenter de redites mais à analyser le monde, la nouvelle période du capitalisme en cours, pour comprendre et se donner la possibilité de transformer le monde pour lutter contre la métamorphose libérale en cours. Marx reste incontournable, même dans un contexte de crise fondamentale de tout le mouvement ouvrier, aussi bien politique que syndical.

Les encarts ci-après n'ont pas trouvé leur place – dans tous les sens du terme – dans le livre, ils sont pourtant nécessaires pour poursuivre la réflexion.

Le 18 brumaire de Louis Bonaparte (1851)

L'analyse politique – dans le sens de l'ensemble des faits sociaux – prend tout son sens dans ce texte fondateur. Aucun politologue ne peut éviter cette référence. Marx y fait la démonstration de l'utilité de la théorie pour analyser une situation concrète, sans sectarisme, c'est-à-dire sans vouloir à tout prix faire entrer dans le système la réalité, quitte à supprimer cette réalité. Il démontrera notamment que les hommes font leur propre histoire dans des conditions qu'ils n'ont pas librement déterminées. Les êtres humains agissent dans un contexte où dominent les lois de fonctionnement du système, des formes de rapports sociaux imposées par la société du moment dressant les apparences contre la réalité. C'est un peu comme dans les polars. La description d'une situation peut en cacher plusieurs autres. Ainsi dans une nouvelle de Dashiell Hammett, le Op' – une figure du détective privé sans nom, une sorte d'abstraction réelle du détective privé – décrit une scène où on voit un couple de personnes âgées donnant l'impression d'être sans défense, dans un appartement qui leur correspond, un peu vieillot. Le lecteur ne s'y arrête pas. Contrairement à l'Op' qui, à certains détails, a vu qu'il s'agissait de dangereux criminels. Il faut appréhender toute réalité au-delà des apparences. Elles sont une partie de la réalité qui peut cacher la réalité en même temps que la dévoiler. Pour ce faire, il faut changer le regard sur le monde. Prendre appui sur la critique pour que ces apparences soient analysées et comprises comme figures d'un tout qui les inclut et les dépasse. Pour poursuivre la métaphore, dans tout bon roman policier, un cadavre – ou plusieurs – révèle soit les tares cachées, soit les relations sociales sous jacentes. La crise joue le rôle du cadavre. Elle oblige à enquêter, à comprendre les règles de fonctionnement de tout le système. Dans *La stratégie du choc*, Naomi Klein fait le constat que le libéralisme à la Milton Friedman – c'est sa tête de turc – n'a pas bénéficié de la crise actuelle pour approfondir son emprise, trouver des modalités nouvelles pour imposer la barbarie économique. Elle en conclut que « nous devenons plus résistants aux chocs ». Il faut plutôt en déduire que le libéralisme a sombré dans la crise actuelle. Il en est le responsable visible. Les yeux se sont ouverts. Cette prise de conscience explique les « retours » actuels, de Marx, Keynes et Freud, retour du raisonnement contre les dogmes, retour des abstractions contre l'empirisme.

Pour Rosa Luxemburg

Rosa Luxemburg s'appuie, dans *L'Accumulation du Capital*, sur ces mêmes schémas pour faire la démonstration de la nécessité des marchés extérieurs, colonialisme et dépenses militaires. Elle fait la démonstration de la nature spécifique des biens militaires : créés pour être détruits, ils ne sont pas vendus sur un marché et ne sont donc pas socialisés. Ils font donc office de marchés extérieurs dans le sens où la dépense de capital variable, le prix de la force de travail, ne donne pas lieu à la création de marchandises supplémentaires. Cette démonstration, même si elle partait d'une incompréhension des schémas de la reproduction du Capital, permettait – et permet toujours – de comprendre les nécessités de la réalisation de la valeur et la place économique du colonialisme. Ses analyses trouvent une nouvelle actualité avec la violence privatisée des guerres actuelles : en Irak et en Afghanistan, les entreprises privées font leur profit par la guerre.

Productivistes ?

Une idée répandue prétend que Marx et Engels étaient « productivistes ». Outre que le terme est « moderne » - le XIX^e siècle est productiviste mais seulement pour un petit nombre -, les notations des *Grundrisse* indiquent que Marx veut concevoir un autre type de développement rompant avec la barbarie capitaliste qu'il voit, ou plutôt que Engels lui fait voir, dans les usines de cette Grande-Bretagne en train de devenir la première nation capitaliste, avec d'autres relations entre les villes et les campagnes. Il appelle à un nouveau monde, plus solidaire pour que les besoins humains soient satisfaits, pour lutter contre la misère prioritairement et pour l'émancipation de chaque individu. Il ne prône pas la production pour la production. L'augmentation des forces productives doit être canalisée, pensée. La démocratie sociale – il faut rajouter et citoyenne, Engels le fera dans un texte plus tardif – doit permettre la définition de choix collectifs, pour orienter les investissements.

La nécessité de la planification démocratique revient sur le devant de la scène... aux États-Unis. James K. Galbraith – le fils de John Kenneth -, dans *L'État prédateur* (Seuil, 2010 pour la traduction française) défend cette méthode d'organisation de la société et de la création de richesses contre le

marché incapable de définir un avenir commun. La rupture avec l'idéologie libérale est, pour lui, le point de départ pour construire de nouveaux paradigmes. Le prix dit-il – c'était déjà un des grandes leçons de Marx – ne donne aucune indication quant au type de futur. Ce futur est un champ de possibles. La vulgate libérale n'en finit pas de s'effondrer.

Quelles alternatives à la théorie libérale ?

Le libéralisme, comme idéologie, a pu légitimer toutes les mesures de régression sociale. Il collait à la réalité, prenant souvent la place de cette réalité. Une sorte d'utopie réactionnaire.

Or, non seulement il ne permettait pas de comprendre le monde mais la crise a obligé les gouvernements à remettre en cause ses préceptes essentiels. À partir du 15 septembre 2008 – la faillite de la grande banque américaine Lehman Brothers – les gouvernements ont pris conscience de la réalité et de la profondeur de la crise. Malgré les G7 et G20, les mesures décidées l'ont été dans un cadre uniquement national. La mondialisation qui avait servi, comme l'idéologie libérale qui lui était intimement liée, à justifier toutes les politiques de déstructuration des politiques sociales, a disparu des discours. Le thème de la nécessaire reréglementation revenait en force, surtout aux États-Unis et en Grande-Bretagne, paradoxalement moins en France. Pourtant la transnationalisation des entreprises et des banques continue de peser sur les stratégies nationales. Mais une chose est sûre, chaque société, aussi anonyme soit-elle, conserve une nationalité. La crise et ses réactions en apportent la preuve éclatante. Chaque État-nation protège ses capitalistes.

S'impose l'idée que le changement est nécessaire pour permettre au capitalisme de se survivre. Le Forum économique mondial de Davos qui réunit les puissants du monde capitaliste, représente le temple de l'idéologie libérale. Surprise des nouveaux temps. Les participants ont reconnu que le pire avait été évité par une intervention massive autant qu'inédite des États, que l'après crise n'a pas commencé mais qu'une « nouvelle normalité » commence à poindre. La réglementation des banques est sur la table. Il en a été beaucoup question à ce forum... sans toutefois en déterminer les voies et les moyens puisqu'il s'agit d'une réglementation internationale. Autrement dit, il faut sortir du libéralisme sans savoir par quoi le remplacer. Le retour de Keynes n'est pas à l'ordre du jour, Marx trop lointain.

Le *Financial Times* donne bien le conseil de lire Marx pour comprendre la crise, mais c'est un marronnier. À chaque crise, il ressort le même article. Il lui arrive de remplacer Marx par Rosa Luxembourg. Pour légitimer les décisions allant vers la sortie de crise, il est essentiel de concevoir une théorie, une idéologie. Une manière de se saisir du monde.

C'est une question qui préoccupe économistes et politiques. Quelles sont les raisons qui justifient les mesures prises ? Pourquoi poursuivre dans la voie des politiques d'austérité ? Pourquoi baisser les dépenses ? Comment conduire la politique monétaire ? Doit-on à toute force lutter contre l'inflation ou ne faut-il pas mieux, comme le conseillait Keynes, laisser filer les prix et, grâce à la dévalorisation de la monnaie rembourser la dette de manière indolore ?

Les économistes américains réunis au sein de l'American Economic Association (AEA) se sont interrogés sur la crise d'identité de la théorie économique (economics)³⁷ en constatant que « les sciences économiques entrent dans une période difficile, mais potentiellement fructueuse, d'interrogations et de pollinisation croisée », sous-entendue avec les autres sciences. Commencent à poindre des théorisations sur les « esprits animaux » : le comportement des agents économiques est irrationnel démontre Keynes -, sur le croisement entre Darwin et l'économie, entre l'économie et les neurosciences...

Tout en conservant la théorie des marchés. Considéré quelques fois comme inefficients. C'est le grand mérite de Joseph Stiglitz de l'avoir redémontré, au moment où le libéralisme triomphait. La rupture existe mais elle n'est pas suffisante pour comprendre la réalité de la crise systémique.

Pour un premier bilan des politiques néo-libérales

Pour les libéraux, le terrain social – et même citoyen - n'a pas de réalité. Il n'existe que des effets d'éviction du marché, qu'ils soient temporaires ou permanents. En découle le terme « d'employabilité ». Si un salarié ne trouve pas d'emploi, c'est de sa faute. Il est inemployable. Il n'a

³⁷ *Newsweek* daté du 1^{er} février 2010, « Economics' identity crisis », titre plus parlant que la traduction dans *Courrier International* n° 1005, 4 février, « Quand les économistes revoient leurs copies ».

pas les qualifications ou, plus vague, les compétences³⁸ requises. La charge de la preuve lui appartient. Il doit démontrer qu'il possède les capacités nécessaires pour occuper le poste de travail. Les responsabilités des patrons, des gouvernements s'estompent. Ils ne sont ni responsables ni coupables. Le chômeur est considéré comme un fainéant. S'ouvre une chasse aux chômeurs au lieu d'une chasse au chômage. Les victimes deviennent des coupables.

Même dans le mouvement de la crise, il est toujours question de supprimer, en Europe, les réglementations sociales. En France Xavier Darcos, alors ministre du Travail, a demandé la simplification du code du travail en février 2010. Derrière, se profile ni plus ni moins que la fin du droit du travail, des garanties collectives accordées aux salariés pour les protéger du pouvoir tout puissant des patrons. Il rejoint ainsi les propositions que le Medef – nouveau nom du CNPF, organisation du grand patronat français – avait faites qui se résument dans le retour au seul contrat de travail sans intervention de l'État, manière de présenter une absence totale de règles du jeu, pour justifier le « toujours plus » patronal, toujours plus d'intensification du travail et toujours moins de protection du salarié. La rhétorique n'a pas changé : les droits sociaux sont des rigidités qui empêchent les créations d'emplois. Le raisonnement est simpliste, donc efficace. Si le marché du travail ne peut s'adapter à l'offre et à la demande d'emploi, les entreprises ne peuvent pas embaucher. Si le chômage augmente, le prix de la force de travail diminue et les entreprises embauchent. Si le droit du travail – en l'occurrence le salaire minimum – empêche les salaires de baisser, les entreprises débauchent. CQFD ! Toute la réalité de ces trente dernières années montre l'inanité d'une telle vision. Les droits sociaux ont reculé et le chômage a augmenté sous les coups de butoir des récessions qui ont rythmé l'histoire économique.

Combattre la pauvreté ? Ou l'exclusion ?³⁹

Le plus libéral d'entre les libéraux ne peut contester la nécessité de faire diminuer la pauvreté. La question est de savoir par quels moyens. L'Union européenne a fait de cette année 2010 une année de lutte contre la pauvreté. Un vœu pieux, au moment où le chômage ne cesse d'augmenter, où le nombre des « chômeurs en fin de droit » progresse, indiquant un élargissement de la pauvreté, au moins monétaire. Cette pauvreté est à la fois une réalité et dans ce sens, elle représente la pointe visible de l'iceberg des inégalités tout en justifiant toutes les mesures de remise en cause des conquêtes sociales de la période précédente dite des Trente glorieuses, en particulier la protection sociale et les services publics.

Officiellement, il n'est pas question de la combattre. Les pauvres sont trop nombreux, la pauvreté est multiforme, mais de l'accompagner pour que les pauvres acceptent leur pauvreté. La Banque mondiale s'est donnée comme objectif de lutter contre l'extrême pauvreté, au moment où le nombre de personnes souffrant de la famine et de la disette ne cesse d'augmenter, passant d'environ 850 millions à plus d'un milliard en 2009. Il est question de crise alimentaire mais il s'agit bien des conséquences de la pauvreté. Le bilan des politiques dites « d'ajustement structurel » – ou de « consensus de Washington – prônées par le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale pour résoudre les questions de l'endettement est calamiteux. Un échec sur tous les terrains. La Grèce, à son tour, comme la Roumanie, demain le Portugal, l'Espagne et peut-être la France risquent d'en faire les frais.

Pour la France, toutes les lois contre l'exclusion – terme chewing-gum, comme le souligne justement Serge Paugam dans *L'exclusion, état des savoirs*⁴⁰ – ne consistent qu'à créer un filet de

³⁸ Le changement de terminologie est symptomatique d'une nouvelle conception. Jusque les années 1980 – même si les prémices de ce changement existent à partir des années 1970 – la qualification était le résultat de la reconnaissance de la place de l'École, les diplômes déterminaient un niveau de salaire, de la gestion étatique de la force de travail et de l'acceptation par les entreprises via les conventions collectives de ce modèle, un modèle social français. La sélection des élites se fait différemment dans les autres pays. Désormais il est question de la gestion des compétences, un système qui éclate les reconnaissances sociales et fait de l'entreprise le lieu où se définissent les nouvelles grille d'emploi et de salaire. La GPEC, la gestion prévisionnelle des emplois et des compétences, veut déterminer les besoins en main d'œuvre de l'entreprise. C'est une vision micro économique de l'emploi et la négation des droits collectifs des salariés. Les compétences participent de la crise de l'École.

³⁹ Voir, pour l'ensemble des questions liées à la pauvreté, ma contribution au livre collectif *L'insoutenable misère du monde, économie et sociologie de la pauvreté*, Éditions Vents d'Ouest, 1998, « Chômage, précarité et pauvreté dans les pays capitalistes développés ». D'autres contributions discutent les mesures de la pauvreté et ses formes diverses comme les moyens de lutte.

⁴⁰ La Découverte, 1996. Un ouvrage essentiel. La seule critique porte sur la sous-estimation de l'action des politiques d'austérité dans la montée de la pauvreté. Le manque théorique – une définition de la nature de l'État – a des conséquences.

sécurité minimum et à donner aux pauvres l'accès minimum aux services vitaux, comme l'eau, l'électricité, le téléphone. En réalité, se profile la disparition des services publics avec leur valeur d'égalité, en service universel, ou, pour utiliser le concept plus subtil de la commission européenne, en service public d'intérêt général. Il est question de les ouvrir à la concurrence ou de faire pénétrer sur une grande échelle les critères du privé. Privatisation ouverte – l'ouverture directe au marché – ou privatisation rampante par la baisse des dépenses publiques obligeant les services publics à fonctionner sur des modalités de gestion contraire à ses objectifs. Les droits collectifs sont bafoués soi-disant pour permettre aux « plus pauvres » – une notion nouvelle – d'accéder à des services qui ne seraient plus considérés comme des droits. Ces exceptions au marché viennent légitimer le marché, les privatisations. À la clé, des effets de seuil ouvrant la porte à toutes les rancœurs, à tous les racismes. Dépasser le seuil revient à être encore plus démunis qu'auparavant. Les « effets de seuil » sont facteurs de chaos social. Ils peuvent se traduire par des choix de refus d'emploi par peur de perdre le bénéfice de ces services gratuits. Le discours libéral se trouve en contradiction avec les faits.

Ce chômage de masse a provoqué aussi la « crise des banlieues ». Les émeutes de 2005 en ont été le point culminant. Et depuis rien n'a été fait, sinon de grandes déclarations, pour tenter de résoudre cette question sociale cruciale. La réponse à ce cri de désespoir aurait supposé d'énormes moyens tout en repensant toute la Ville, l'urbanisation comme l'architecture. Elle aurait dû entraîner la nécessité de sortir de la logique du marché.

Les critères du traité de Maastricht repris dans le Pacte de Stabilité et de croissance d'Amsterdam conduisent à la fois à une politique d'austérité structurelle et à un possible éclatement de l'Union européenne. Les riches ne voudront plus payer pour les pauvres. Ces critères, la crise actuelle le démontre à l'envi, ne sont absolument pas coopératifs. Au contraire, ils représentent des forces centrifuges. Une des dimensions de la crise structurelle est la crise profonde de la construction européenne passant par la crise de l'euro. Aucune définition, ni même un essai de politique commune pour faire face à la crise. L'euro, comme monnaie unique, se trouve contesté par les marchés financiers qui s'attaquent à la Grèce considérée comme le maillon faible dans la zone euro.

Dans ce cadre, l'Union européenne, si elle veut exister, devrait s'orienter vers une politique concertée de relance passant par la construction d'une Europe sociale qui aurait, dans le même mouvement, comme fonction de la légitimer. Toutes ces politiques d'austérité gouvernementales, de privatisation et de déréglementations donc de reculs de toutes les formes de socialisation, de solidarité comme les politiques d'entreprise de baisse du coût du travail sont justifiées par la mondialisation d'un côté et par l'internationalisation des marchés financiers de l'autre. En bref, par la guerre économique.

Un exemple d'aveuglement

La dualité entre la pensée – l'idéologie libérale – et l'action, le pragmatisme se retrouve dans le dernier livre d'Alan Greenspan, l'ancien président de la Fed, « Le temps des turbulences »⁴¹ où il se fait le chantre de la liberté des marchés et du modèle américain. Il va jusqu'à écrire que le dernier quart de siècle est celui de la « redécouverte de l'efficacité du marché » oubliant le message de Karl Polanyi dans *La grande transformation*⁴² faisant reposer la profondeur de la crise de 1929 sur la mise en œuvre des principes du libéralisme économique. Or, toute son intervention en tant que Président de la Fed, s'est déroulée contre les principes mêmes du libéralisme, contre la confiance en la « rationalité des marchés » capables de s'autocorriger, « partant du principe que la plupart du temps le marché se comporte de façon rationnelle, sensée et qu'il s'ajuste automatiquement »⁴³. Il milite contre toute réglementation parce que les marchés financiers sont devenus trop « grands et trop complexes », refusant de s'interroger au-delà. Pour expliquer les

L'État n'est pas le lieu de la solidarité contrairement à l'analyse de Pierre Rosanvallon, confondant régime politique et État. Robert Castel est plus explicite sur la place de l'État dans l'élaboration des règles du jeu et dans la critique du libéralisme dans *Les métamorphoses de la question sociale* (réédition Folio de ce livre publié en 1995) tout en analysant la pauvreté comme une trajectoire individuelle alors qu'elle est devenue la quintessence des problèmes économiques et pas seulement sociaux. Voir ma contribution dans *L'insoutenable misère du monde*, opus cité.

⁴¹ Jean-Claude Lattès, 2007, pour la traduction française.

⁴² Publié juste après la fin de la seconde guerre mondiale, il a été plus tardivement traduit en français chez Gallimard, réédité en poche dans la collection « Tel », 2009, Paris.

⁴³ Interview au Nouvel Observateur du 27 septembre 2007.

crises, il fait appel à la « nature humaine qui tombe dans les extrêmes, crée des bulles, génère de la peur et nous ramène en arrière »... Aucune analyse des cycles de l'économie, de la finance, de ces éclatements de bulles financières à intervalles plus ou moins réguliers qui ne sont pas liés visiblement à la nature humaine mais à des lois de système. Il donne l'impression d'aligner les slogans, d'avoir fait le vide de la pensée, d'être incapable de tirer un bilan sincère de son action. Il ressemble à un intégriste récitant la leçon. Interrogé par le Sénat américain à la fin de l'année 2008, après la faillite de Lehman Brothers le 15 septembre, il ne pourra que bafouiller sur le thème les marchés ne s'autorégulent pas... Grande découverte de la part d'un responsable qui a tenu entre ses mains le sort de milliards d'individus !

L'État dans les pays dits du tiers-monde

Sur la base de cette compréhension de l'État comme abstraction réelle, dérivant des concepts essentiels du *Capital*, soit Marchandise–Argent–Capital–État, Pierre Salama et Gilberto Mathias, dans *L'État surdéveloppé* (La Découverte, Paris, 1983) proposent une lecture de la nature de l'État dans les pays du tiers-monde. Ils partent de la réalité du capitalisme qui s'est mondialisé bien avant que le terme n'existât, d'une économie-monde (pour employer le vocable de Immanuel Wallerstein) capitaliste. Dans ces pays, la production marchande ne domine pas totalement. L'économie n'est pas entièrement monétisée. Les formes pré-capitalistes continuent d'exister. Comment analyser cet État ? Sa nature capitaliste dérive de l'insertion de ces pays dans les structures du capitalisme mondial. La loi de la valeur est aussi leur référence. La marchandise – la démonstration se fait concrètement tous les jours – règne en maîtresse. De cette insertion, il faut faire dériver la nature de ces États et les qualifier de capitalistes comme abstraction réelle.

Cette nature permet d'expliquer la place de l'État pour ces pays dans la diffusion des rapports de production capitalistes. Tout part de l'État. Cette théorisation, liée à la réalité du sous-développement, éclaire aussi la place de l'État dans le fonctionnement du capitalisme dans les pays dits développés.

Dans cette optique, le sous-développement se définit comme le résultat de la domination des grandes métropoles impérialistes et par l'absence de développement autocentré.

À propos des Grundrisse

Ce texte a souffert de tous les honneurs et de toutes les indignités. Certains, comme Althusser, lui refusent tout droit de cité, d'autres, comme Negri, s'en servent pour construire une théorie du sujet, et offrir une vision du mode de production capitaliste comme marqué du sceau de la crise. Pour Althusser, « dans de nombreux passages des Grundrisse (...) on note une forte influence hégélienne, combinée avec des relents d'humanisme feuerbachien. Avec L'Idéologie allemande, les Grundrisse vont fournir toutes les citations douteuses dont ont besoin les interprétations idéalistes de la théorie marxiste : on peut le prévoir sans aucun risque d'erreur. » (Cf. les « Rudiments de bibliographie critique » proposés par Althusser à la fin de son « avertissement » aux lecteurs du livre I du *Capital*). Cette prise de position est contradictoire avec la possibilité même de comprendre la méthode de Marx et son mode d'élaboration théorique.

Dans *Marx au-delà de Marx* (1979), Negri cherche à jeter les bases d'une nouvelle théorie de la révolution, et fait la part belle au concept de crise et du sujet. La société capitaliste serait toujours en crise... Il est loisible de trouver dans Marx, l'idée d'un mode de production capitaliste flexible capable d'absorber les révolutions – notamment technologiques – qu'il provoque...

Dans le n°6 de la revue *Futur antérieur* (été 1991), il se sert de nouveau de ce texte, dans la traduction de Dangeville, pour démontrer que « l'intellectualité de masse » – les guillemets sont de lui – peut devenir un sujet socialement et politiquement hégémonique. Deux remarques sur le seul recours au texte de Marx sont ici nécessaires. La traduction de Jean-Pierre Lefebvre aux Éditions sociales laisse planer un doute quant à la possibilité de s'appropriier les *Grundrisse* pour justifier une telle thèse, et, plus fondamentalement, pourquoi à tout prix vouloir trouver dans Marx la description actuelle du capitalisme, à moins de le considérer comme un prophète, ce qu'il ne fut pas.